

**LE « TROISIEME HOMME » DANS LES ELECTIONS  
PRESIDENTIELLES DE 1959 A 2007**

**par Stéphane Baumont,  
maître de conférences à l'Université de Toulouse  
Faculté de droit et de science politique  
Centre d'études et de recherches  
constitutionnelles et politiques**

1. Dans la dernière livraison de *Atlas électoral : qui vote quoi, où, comment ?* (Édition Sciences Po, Les Presses, février 2007) il est question de l'élection présidentielle et l'électorat, des électors politiques, des électors sociologiques, de l'élection présidentielle comme question mais jamais du « Troisième homme ». Il faut aller au cœur de certaines des enquêtes et de certains des articles, voire de certains chiffres particulièrement utiles pour tenter de dessiner les traits de ce troisième homme.

2. Inexistant sous la III<sup>e</sup> République parce que les « primaires » –qui ne disaient pas encore leur nom– existaient au sein des groupes parlementaires ou des coalitions et empêchaient toute « triangulaire » au Congrès de l'élection mettant en lice les « associés-rivaux » du temps d'avant et provoquant le plus souvent la victoire du plus provincial –Loubet, Fallières– ou du moins populaire des candidats – Deschanel plutôt que Clemenceau– le troisième homme présent dès l'élection présidentielle de 1848 –suffrage universel direct et

masculin– en la personne de Cavaignac ou Lamartine, fait irruption dans notre vie politique avec l'avènement de la V<sup>e</sup> République, mieux avec celle de la « vraie » ou de la « nouvelle » V<sup>e</sup> République avec l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Il convient en effet de ne pas retenir l'élection de 1959 au suffrage indirect qui opposait le général de Gaulle à deux candidats inconnus. Aucun de ces deux adversaires –dont il était tout de même préférable qu'ils soient là pour donner aux 83 000 notables au moins l'illusion démocratique du choix– n'a pu ou voulu ou été en mesure de jouer le troisième homme : le moment ne s'y prêtait pas, le général (Bonaparte en 1958, Henri IV en 1959 pour Régis Debray) incarnait l'Histoire (des temps de guerre) et l'Histoire en marche. Le troisième homme n'avait alors pas droit de cité ni médiatique ni politique.

3. À ces quelques traits de l'histoire nous permettant d'esquisser au fusain de l'histoire des Républiques l'ombre du troisième homme, doit s'ajouter une tentative de définition du troisième homme sous la V<sup>e</sup> République. Ce « troisième homme » peut être considéré comme l'outsider conséquent et solide permettant de croire à l'incertitude du jeu politique toujours prompt à désigner le vainqueur ou les deux vainqueurs potentiels à l'aune des sondages quotidiens qui structurent le paysage politique. Le « troisième homme » est donc un candidat qui n'est pas favori –au départ– mais qui peut surprendre ; il est l'élément permettant à l'électorat le refuge du premier tour dans un vote de contestation ; il est l'acteur qui, au centre de l'échiquier politique –de Lecanuet à Bayrou– ou ailleurs peut faire « turbuler » le système – Chevènement. Détaché dans les sondages de tous les autres candidats, suscitant à un moment ou à un autre de la campagne l'imaginaire de l'électorat flottant au point de le structurer et de l'appriivoiser, porteur d'un discours plutôt de « rupture » –Lecanuet, Bayrou– par rapport au binôme choisi par les sondés, il accroît le suspense soit à la veille du premier tour (Bayrou, Duclos) soit dans l'entre-deux tours quand se pose la question du vote de l'électorat qui s'était porté sur « le troisième homme » et des modalités du report

## Le « troisième homme » dans les élections présidentielles

(du « Je voterai personnellement Giscard » de Chirac en 1981 à « Je ne voterai pas Sarkozy » de François Bayrou ; de la contestation de Jean Lecanuet en 1965 au fumeux « Bonnet blanc, et blanc bonnet » de Jacques Duclos en 1969).

4. L'examen du comportement du « troisième homme » –appellation médiatique récente semblant dater de la candidature Chevènement– à l'occasion de chacun des scrutins présidentiels permettra d'affiner mais aussi d'enrichir cette esquisse de définition en montrant que, si elle a gardé depuis Jean Lecanuet ses caractéristiques de trouble-fête, d'empêcheur de tourner en rond, de « fou du roi » du système et du jeu politiques, d'arbitre possible des deux candidats –notamment dans la glorieuse incertitude du report des voix au second tour– elle a évolué au cœur des métamorphoses du *marketing* et de la communication politiques et n'a pas toujours connu la couleur militante du centrisme d'engagement.

5. L'élection présidentielle de 1965 : irruption au premier tour du candidat centriste Jean Lecanuet, surnommé « Dents blanches » après la formidable campagne de *marketing* politique conduite par Bongrand. Le professeur Dominique Reynié écrit dans *Atlas électoral* (2007), qu'il s'agit d'un « petit événement démocratique » qui permit à Jean Lecanuet porté par une droite chrétienne et sociale, soutenu par le MRP d'attirer sur son nom 3,8 millions d'électeurs que le général avait espérés dans son électorat dès le premier tour. Avec 15,57 % au premier tour, Jean Lecanuet démontre que le troisième homme est souvent et presque systématiquement fauteur soit de ballottage, soit de mouvements alternatifs de l'électorat flottant même si lui-même n'est pas à même d'effectuer la percée qui le mettrait en position de finaliste au deuxième tour. Institué troisième par les sondages avant le premier tour, il fonde son existence politique sur cette position en donnant toutefois le sentiment –illusoire– qu'il peut éventuellement terminer second, une place à gagner essentielle dans l'imaginaire politique du corps électoral refusant la certitude du résultat déjà acquis par la grâce du sondage universel direct. Jean

## Stéphane Baumont

Lecanuet invite ses électeurs à ne pas voter pour le général de Gaulle (mais 60 % de ses électeurs votent de Gaulle au deuxième tour) ; François Bayrou en 2007 invite ses électeurs à ne pas voter pour Nicolas Sarkozy (40 % d'entre eux le feront) : ainsi le troisième homme –en tout cas lorsqu'il est centriste– appelle à ne pas voter pour le candidat de la droite républicaine lui préférant celui de la gauche ou du rassemblement des gauches.

6. L'élection présidentielle de 1969 : plus que Gaston Deferre, Michel Rocard ou Alain Krivine, c'est Jacques Duclos qui joua le rôle de « troisième homme que l'on n'attendait pas » (Pierre Avril). Sa campagne habile pour « l'union des forces démocratiques », la mobilisation de la machine communiste, sa gouaille et son talent oratoire de « rad-soc » du Sud-Ouest et des Pyrénées, sa posture et sa physiologie plus républicaine-radical que communiste-stalinienne, l'incarnation qu'il assumait, avec talent, de la vague de protestation contre la rupture de l'Union de la gauche sont autant d'éléments qui permettent de comprendre l'étonnant score réalisé par le leader communiste (21,2 %) laissant, de peu, accéder Alain Poher –le président de la République par intérim– au second tour, loin derrière Georges Pompidou (44,4 %), dont les suffrages allaient avoir un poids pour le deuxième tour et qu'il estima préférable d'orienter vers l'abstention, consigne orchestrée sur le slogan « Bonnet blanc et blanc bonnet ».

Ainsi ce scrutin présidentiel de 1969 conduit à plusieurs propositions d'interprétations pour « le troisième homme » : 1) Le candidat de la « troisième force » –chère à la IV<sup>e</sup> République– ne doit pas être assimilé au « troisième homme », il n'y a aucune automaticité ni d'assimilation entre l'une et l'autre malgré la similitude du chiffre ; 2) Le troisième homme peut n'être pas un centriste (ni Lecanuet, ni Bayrou, ni Jacques Duclos) ; 3) Le troisième homme peut appartenir à un parti, en l'occurrence le Parti communiste.

7. L'élection présidentielle de 1974 : le jeu politique classique semblait désigner VGE comme le troisième homme face au duel probable

## Le « troisième homme » dans les élections présidentielles

Mitterrand-Chaban-Delmas ; la campagne électorale en décida vite autrement : à la suite de « l'appel des 43 » pour VGE, la mauvaise campagne de communication de Chaban, le changement à trois reprises de son argumentation, celui qui partait le 9 avril 1974 avec 29 % des intentions de vote était marginalisé au premier tour avec 14,55 % (contre 15,86 % à Lecanuet en 1965) alors que François Mitterrand obtenait 43,24 % et VGE 32,6 %. Ainsi « le troisième homme par excellence » (Lecanuet, Duclos) peut devenir le « troisième homme par défaut » (Chaban-Delmas). Offensif, déstabilisant, dynamisant le jeu politique dans les scrutins 1965 et 1969, le troisième homme peut avoir l'image du perdant et donner dès lors du troisième homme l'image de celui dont on attend le nécessaire –et évident– report des voix au deuxième tour.

8. L'élection présidentielle de 1981 ou quand le troisième homme (Jacques Chirac) est celui qui avait beaucoup œuvré pour la victoire du candidat VGE en 1974 (notamment grâce à l'Appel des 43) et d'avoir largement contribué à sa défaite en 1981. On attendait Georges Marchais comme troisième homme de cette élection : le candidat communiste avec 15,3 % laisse l'ancien premier ministre, maire de Paris atteindre les 18 %. Un troisième homme qui allait d'autant plus peser sur le second tour qu'il tenait des propos ambigus et restrictifs : « Il n'y a pas lieu à désistement » observa simplement J. Chirac le 27 avril, « le 10 mai chacun devra voter selon sa conscience » même s'il précisa toutefois dans une formule équivoque – très « troisième homme » : « À titre personnel, je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing ». Le 6 mai, il se borna à souhaiter que les Français « aient conscience des risques que l'élection de Mr Mitterrand ferait courir à la France ». Comme le souligne le professeur Pierre Avril, Mitterrand, en gagnant, « profitait notamment de transferts en provenance d'électeurs chiraquiens : en Corrèze, département de son ancien Premier Ministre, VGE ne retrouvait pas au second tour les voix qu'y avait obtenues à lui seul Jacques Chirac au premier, ce que confirmaient les sondages préélectoraux, selon lesquels environ 800 000 électeurs du président

du RPR avaient voté pour la gauche, adoptant le comportement que celui-ci évoquait dans sa prophétie anticipatrice du 15 avril ». Où il est démontré la puissance de nuisance du « troisième homme-faux ami » en mesure d'imposer sinon sa dimension du moins sa force politique au premier comme... au deuxième tour.

9. L'élection présidentielle de 1988 : premier scrutin après une cohabitation dont les deux acteurs étaient candidats. Après l'illusion de l'harmonie républicaine, le temps du manichéisme était revenu. Le troisième homme de cette élection était Raymond Barre, ancien premier ministre de VGE (de 1976 à 1981), un candidat s'impliquant tardivement dans la compétition, affichant un dédain constant et prégnant à l'égard des partis et du « microcosme » politiques et ne disposant pas des réseaux indispensables pour dynamiser sa campagne. Dénonçant Jean-Marie Le Pen (14,39 %) Raymond Barre, avec 16,54 % arrivait derrière Jacques Chirac (19,94 %). Il restera le plus paradoxal des « troisième homme » : hors du jeu politique traditionnel mais déterminé à personnaliser, en gaulliste, le pouvoir présidentiel, ne se donnant pas les moyens élémentaires du combat politique partisan et refusant l'idée-même du troisième homme, Raymond Barre n'a pas su s'imposer en dénonçant la cohabitation qu'il condamnait au nom de son interprétation gaullienne de la V<sup>e</sup> République et s'est fait enlever sa thématique de morale politique et d'éthique par François Mitterrand dénonçant « les factions dont l'intolérance éclate tous les soirs ». L'ancien premier ministre de VGE avait les moyens d'être au second tour mais ceux-ci n'étaient pas suffisamment... politiques !

10. L'élection présidentielle de 1995 : le premier tour a été dominé par l'opposition entre le premier ministre sortant Édouard Balladur et Jacques Chirac, tous deux membres du RPR. « Cette véritable primaire » souligne Dominique Reynié (in *Atlas Électoral* 2007) « restaurait le clivage entre droite libérale et droite gaulliste. Édouard Balladur occupait à peu près la place de Raymond Barre en 1988 ». Mais contrairement à R. Barre, Édouard Balladur fut donné

## Le « troisième homme » dans les élections présidentielles

vainqueur par les instituts de sondage jusqu'au mois de mars 1995 et devait s'incliner finalement (18,5 %) devant Jacques Chirac (20,8 %). Ainsi devint-il « troisième homme » par la force du résultat alors que la sondocratie l'avait déjà élu. Aussi faut-il peut-être considérer que le véritable « troisième homme » de cette élection fut, dans la dramaturgie du moment, Jacques Chirac pratiquement jamais donné vainqueur de cette élection-là. « Troisième homme » en 1981 et en 1985, Jacques Chirac assume d'autant mieux cette appellation symbolique et cette réalité sondagique –car c'est le sondage qui sacre et institue le « troisième homme » sous la V<sup>e</sup> République– que c'est un « combattant », un réactif, un hyperactif qui ne sent bien l'action politique que lorsqu'il est en difficultés comme un boxeur dans les cordes perdant d'abord aux points puis l'emportant par KO. Le balladurisme s'est assoupi dans la tranquille assurance de la prophétie sondagique l'installant sur le « trône » de la monarchie républicaine. Ce défaut de vigilance ou cette absence de réaction politique face à la contre-offensive de Jacques Chirac l'a transformé au premier tour en « troisième homme malgré lui ».

**11.** L'élection présidentielle de 2002 : et le « troisième homme » Jean-Marie Le Pen devint le deuxième (avec 16,8 %) devançant Lionel Jospin (16,1 %) derrière Jacques Chirac (19,8 %), troisième président à tenter sa réélection après VGE et Mitterrand. Alors que toute la campagne s'était organisée autour de la chronique d'un deuxième tour annoncé Chirac-Jospin, le premier ministre sortant s'est peu à peu effondré au point d'être la victime de ce que Dominique Reynié appelle une « insurrection électorale ». Là encore Lionel Jospin devient le « troisième homme malgré lui » et en tire immédiatement des conséquences (« Je me retire de la vie politique ») que ses tentatives de retour n'arriveront pas à effacer. C'est en tout cas la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République que ce destin non recherché de « troisième homme » par la défaite conduit au retrait de la vie politique ou à l'impossibilité de la réintégrer. C'est aussi l'un des rares cas de figure de la V<sup>e</sup> République où le « vrai » troisième homme de ce scrutin Jean-Pierre Chevènement (donné à près de 15 %

## Stéphane Baumont

dans les sondages de la mi-janvier et baissant à partir du mois de février pour se retrouver à 5,33 % au soir du premier tour) a été celui qui, selon Lionel Jospin en tout cas, a contribué à l'élimination du candidat socialiste institutionnel au premier tour. « Vrai » et authentique troisième homme, faisant « turbuler » le système au point de faire trembler sondagiquement l'ancien premier ministre de la troisième cohabitation au début de l'année 2002, portant haut les valeurs de la Nation et de la République, ce « troisième homme » sacralisé par les médias n'atteindra pas les scores d'un Lecanuet ou d'un Duclos loin de là ; néanmoins il aura largement participé à « l'insurrection électorale » de 2002, lui, « Le Républicain » amoureux de la Patrie laissant filer au deuxième tour le nationaliste Le Pen, hostile idéologiquement à la République mais profitant allègrement de ses règles du jeu pour représenter, d'une manière tribunicienne, une certaine France.

Scrutin décidément unique que celui de 2002 : le « vrai » troisième homme sombre à 5,33 % ; le « troisième homme » attendu – Le Pen – se retrouve deuxième et celui qui, par destination le devient était donné parmi les deux finalistes. Drôle de scrutin décidément.

**12.** L'élection présidentielle de 2007 : plus que d'autres mais peut-être autant que 1965, 1969 et 2002 elle institue un « troisième homme » dans le classicisme de cette option et de cette appellation. François Bayrou, parti sur les bases de son score de 2002 (6,84 %) apparaît peu à peu comme le concurrent potentiel et de Ségolène Royal (qui a du mal à remonter la pente en février-mars 2007 après les primaires de novembre 2006) et de Nicolas Sarkozy (un sondage, un seul sondage d'ailleurs effectué par CSA le donnant vainqueur au deuxième tour de scrutin). C'est d'ailleurs la seule fois dans l'histoire de la sondocratie sous la V<sup>e</sup> République que « le » troisième homme est donné vainqueur du scrutin.

Comment François Bayrou a-t-il pu aussi bien incarner ce « troisième homme » au point de donner l'illusion sondagique de battre Ségolène Royal au premier tour et de l'emporter sur le candidat de l'UMP au second tour ? Comment, loin de Jean Lecanuet et de



## Le « troisième homme » dans les élections présidentielles

Jacques Duclos a-t-il pu enrichir et alimenter l'imaginaire électoral au point de donner consistance à sa résistible ascension le conduisant à une place... de troisième à 18,6 %.

Il y a tout d'abord une campagne bien conduite sur des thèmes populistes déjà auparavant utilisés par Jean-Marie Le Pen : contre le système, contre les médias, contre l'ENA. Il y a ensuite l'utilisation particulièrement opportune de la baisse de régime de Ségolène Royal critiquée par les siens et ayant du mal à donner un rythme à la campagne électorale. Il y a aussi ce sondage, passé presque inaperçu (fin janvier) et ayant fait l'objet d'une admonestation litotique de la Commission des sondages, la faisant bondir soudain, sans raison objective (mais les sondages ont parfois leur raison cachée qu'une certaine raison militante ne connaît que trop malgré les barrières législatives et réglementaires) de 10 % puis baisser de 3 points. Restera toujours le mystère de ces 10, puis sept points (sondage CSA, l'Institut, le seul qui donna Bayrou vainqueur au second tour face à Sarkozy). Bond sondagique le faisant quitter la plaine des 7 à 8 points pour le faire grimper à 14 %, 15 % devenant ainsi le candidat idéal de remplacement de Ségolène Royal pour toutes celles et tous ceux qui au PS étaient partisans du « TSS » : « Tout sauf Ségolène » au premier tour ; « Tout sauf Sarkozy » au deuxième tour ; François Bayrou devenant successivement le candidat anti-Ségolène puis anti-Sarko. C'est ainsi que peut être interprété son score du premier tour (18,6 %), la moitié de celui-ci étant d'origine centriste, l'autre d'origine socialiste : c'est en cela que François Bayrou, devenu par la suite, à cause d'un inopportun entre deux-tours dû à son dépit de la défaite « Le général de l'Armée Morte » (notre article dans *Le Monde*, 16 mai 2007), est par excellence le « troisième homme » : celui de la troisième force, celui qui fédère une partie des mécontentements, celui qui suscite la mobilisation des deux autres camps.

Utilisateur des bons sondages (le + 10 % de janvier 2007), ayant su créer une véritable dynamique, ayant suscité un rythme conduisant à une mobilisation forte bien au-delà de son camp idéologique et politique, François Bayrou suscita une mobilisation tardive mais réelle du camp socialiste paniqué à l'idée d'un PS non représenté au

## Stéphane Baumont

deuxième tour des élections présidentielles (pas d'expérience « Jospin bis » ; pas de reproduction de 2002), ainsi qu'une vague ultime de sondages révélant –à tort– un retour de Jean-Marie Le Pen et cassant son rythme de fin de campagne. Troisième homme idéal-typique des temps présidentiels de premier tour, François Bayrou a aussi donné l'exemple de la difficulté de son entre-deux tours, trop déçu de ne pouvoir concrétiser ce rêve de deuxième tour, à ce point intégré qu'il affirmait, en bon chrétien, que « la Présidence de la République m'est dédiée ». Le vrai-faux débat avec Ségolène Royal, les prises de position du leader UDF prenant à contre-pied ses propres troupes, sa déclaration concernant son non-engagement pour Nicolas Sarkozy et la création à contre-courant du MODEM sont autant d'ombres sur ce qui fut l'excellence d'un parcours de « troisième homme », un parcours avant tout de démocrate opportuniste plus que de républicain flamboyant.